



## **MUTUELLE LA MAYOTTE**

165, rue de Paris  
95680 MONTLIGNON

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2020

# MUTUELLE LA MAYOTTE

Mutuelle régie par le livre III du Code de la mutualité

---

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2020

Aux adhérents de la MUTUELLE LA MAYOTTE,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la MUTUELLE LA MAYOTTE, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la mutuelle à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

#### ***Observation***

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus nous attirons votre attention sur la note 1- Principes comptable généraux de l'annexe aux comptes annuels relative à l'adoption des nouveaux règlements ANC 2018-06 et ANC 2019-04.



## **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- nos contrôles ont notamment porté sur la comptabilisation des dotations allouées au titre de l'exercice 2020 dans le cadre du Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) couvrant la période 2016 – 2020 ;
- plus généralement, les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du et dans les autres documents adressés aux adhérents de la mutuelle sur la situation financière et les comptes annuels.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la mutuelle ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre mutuelle.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la mutuelle à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Cergy, le 27 septembre 2021

Le commissaire aux comptes

**EXPONENS Conseil & Expertise**

Signé par

  
Signature numérique de : Stéphane CUZIN  
Date : 27-09-2021 11:48  
Lieu : PARIS

38343832366535642d366638...

Stéphane CUZIN

Associé

## Bilan – Actif

ACTIF	Exercice 2020 ( selon ANC 2018-06/2019-04)			Exercice 2019 selon CRC 1999-01
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	
<b>Actifs immobilisés</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement			0	
Frais de recherches et de développement			0	
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	178 775	109 744	69 032	66 801
Fonds commercial			0	
Autres			0	
Immobilisations incorporelles en cours	395	395	0	
Avances et acomptes			0	
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	1 525 484	406 577	1 118 907	1 126 104
Constructions	11 915 359	5 450 870	6 464 489	6 869 180
Installations techniques, matériel et outillage industriel	798 281	703 784	94 497	101 540
Autres	15 970 460	5 833 319	10 137 141	10 745 378
Immobilisations grevées de droit			0	
Immobilisations corporelles en cours	14 324 693		14 324 693	12 484 659
Avances et acomptes			0	
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations			0	
Créances rattachées à des participations			0	
Autres titres immobilisés	4 594 124		4 594 124	589 016
Prêts	116 693		116 693	80 078
Autres	130 902		130 902	117 239
<b>TOTAL I</b>	<b>49 555 167</b>	<b>12 504 688</b>	<b>37 050 478</b>	<b>32 179 995</b>
		0	0	0
<b>Actif circulant</b>				
<b>Stocks et en cours</b>				
Matières premières et autres approvisionnements			0	13 041
En-cours de production (biens et services)			0	
Produits intermédiaires et finis			0	
Marchandises			0	
Avances et acomptes sur commandes	42 599		42 599	52 468
<b>Créances</b>				
créances clients et comptes rattachés	307 966		307 966	287 518
Autres	787 986		787 986	2 040 859
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
Valeurs mobilières de placement	3 457 354		3 457 354	8 255 993
Instruments de trésorerie			0	
Disponibilités	1 705 946		1 705 946	2 005 084
Charges constatées d'avance	125 014		125 014	114 911
		0	0	0
<b>TOTAL II</b>	<b>6 426 865</b>		<b>6 426 865</b>	<b>12 769 874</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>55 982 032</b>	<b>12 504 688</b>	<b>43 477 344</b>	<b>44 949 869</b>

## Bilan – Passif

<b>PASSIF</b>	Exercice 2020 06/2019-04	ANC 2018- 06/2019-04	Exercice 2019 selon CRC 1999-01
<b>Fonds associatifs</b>			
<b>Fonds propres</b>			
Fonds propres sans droit de reprise			
Fonds propres statutaires		767 518	767 518
Fonds propres complémentaires		1 781 760	1 812 240
<b>Autres fonds associatifs (partie 1/2)</b>		545 793	
Fonds associatifs avec droit de reprise			
Apports			384 750
Legs et donations			
Réserves			
Réserves pour projet de l'entité		2 498 259	1 919 093
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		2 498 259	
Report à nouveau		3 684 432	4 507 836
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		3 601 637	
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)		415 561	-232 887
<b>Situation nette (sous-total)</b>		<b>9 693 323</b>	<b>9 158 550</b>
Subventions d'investissement		5 170 576	
Provisions réglementées		13 012 402	
<b>Autres fonds associatifs (partie 2/2)</b>			5 351 632
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			13 178 579
Provisions réglementées			
<b>FONDS ASSOCIATIFS - TOTAL I</b>		<b>27 876 300</b>	<b>27 688 761</b>
<b>Fonds dédiés</b>			
Sur subventions de fonctionnement		3 515 920	
Sur autres ressources			
<b>FONDS REPORTEES ET DEDIEES - Total II</b>		<b>3 515 920</b>	<b>0</b>
Provisions pour risques		291 070	353 600
Provisions pour charges		426 740	157 372
<b>PROVISIONS - TOTAL III</b>		<b>717 811</b>	<b>510 972</b>
<b>Fonds dédiés</b>			
Sur subventions de fonctionnement			3 118 838
Sur autres ressources			
<b>FONDS REPORTEES ET DEDIEES - Total IV</b>		<b>0</b>	<b>3 118 838</b>
<b>Dettes</b>			
Emprunts obligataires convertibles			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		8 549 820	9 184 544
Emprunts et dettes financières divers		4 850	4 850
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 071 276	1 583 766
Dettes fiscales et sociales		1 731 346	1 726 930
Autres dettes		7 019	1 075 395
Produits constatés d'avance		3 003	55 813
<b>TOTAL V</b>		<b>11 367 313</b>	<b>13 631 298</b>
Ecart de conversion Passif (V)			
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>		<b>43 477 344</b>	<b>44 949 869</b>
<b>Engagements donnés</b>			
1. Dont à plus d'un an			
Dont à moins d'un an			
2. Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques			
3. Dont emprunts participatifs			



## Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2020 ANC 2018-06/2019-04	Exercice 2019 selon CRD 1999-01
<b>Produits d'exploitation (ou produits courants non financiers)</b>		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens et services) (a)	598 868	53 598
Dotations et Produits de tarification	18 604 236	16 153 479
Production stockée (b)		
Production immobilisée		
Subvention d'exploitation	1 429 314	1 274 763
Reprises sur provisions, amort. et transferts de charges	114 986	349 701
Cotisations	45	
Utilisation des fonds dédiés	157 800	
Autres produits (hors cotisations)	349 085	281 150
<b>TOTAL I</b>	<b>21 254 335</b>	<b>18 112 691</b>
<b>Charges d'exploitation (ou charges courantes non financières)</b>		
Achats de marchandises (a)		
Variation de stock (b)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements (a)	70 209	115 279
Variation de stock (b)	13 040	23 571
Autres achats et charges externes (*)	4 274 137	4 692 527
Impôts, taxes et versements assimilés	1 345 682	1 339 777
Salaires et traitements	9 312 427	8 476 546
Charges sociales	3 702 280	3 283 113
Dotations aux amortissements, dépréciations et engagements :		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements (c)	1 326 143	1 167 305
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		
Dotations aux provisions	235 485	35 000
Report des fonds dédiés	554 882	
Autres Charges	49 279	41 382
<b>TOTAL II</b>	<b>20 883 563</b>	<b>19 174 500</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>370 771</b>	<b>-1 061 808</b>

<b>Produits financiers</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	6 996	12 150
<b>TOTAL III</b>	<b>6 996</b>	<b>12 150</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	159 901	157 727
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>159 901</b>	<b>157 727</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>-152 905</b>	<b>-145 577</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion	292 296	289 816
Sur opérations en capital	205 186	554 966
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	177 529	166 178
<b>TOTAL V</b>	<b>675 010</b>	<b>1 010 960</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	477 316	107 222
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
<b>TOTAL VI</b>	<b>477 316</b>	<b>107 222</b>
<b>2. RESULTAT EXCEPTIONNEL ( V-VI)</b>	<b>197 695</b>	<b>903 738</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>21 936 342</b>	<b>19 135 801</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI)</b>	<b>21 520 780</b>	<b>19 439 448</b>
<b>SOLDE INTERMEDIAIRE</b>		
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (V)		314 690
Engagements à réaliser sur ressources affectées (VI)		243 929
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>415 561</b>	<b>232 887</b>



# ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2020

## I. Principes comptables généraux

Les comptes annuels au 31 décembre 2020 sont établis et présentés conformément aux réglementations comptables suivantes :

- Le règlement 2004-06 du CRC, relatif à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs corporels et incorporels
- Le règlement 2000-06 du CRC, relatif aux passifs
- L'avis du CNC (2007-05) du 4 mai 2007
- Le règlement 2014-03 du 5 juin 2014 de l'Autorité des Normes Comptables
- Le règlement ANC 2018-06
- Le règlement ANC 2019-04 applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.
- L'Instruction M22 applicables aux établissements et services sociaux et médicaux sociaux privés

Les nouveaux règlements ANC 2018-06 et 2019-04 ont des impacts importants sur la présentation des comptes de l'exercice 2020.

Ils permettent de clarifier la nature des financements des ESSMS en les qualifiant de concours publics, distincts des subventions. Du côté des subventions d'investissement, l'ANC, souhaitant réduire le nombre de dérogations à la règle générale, n'a plus reconduit l'exception du règlement CRC n° 1999-01 du 16 février 1999 qui permettait de ne pas reprendre ces subventions au compte de résultat.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Indépendance des exercices
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes « agrégés » de la mutuelle la Mayotte englobent les comptes du siège, de la Taxe d'apprentissage et ceux des établissements suivants :

- ITEP -Montlignon
- ITEP - Marines
- SESSAD – Marly la Ville et Montlignon
- IME et Accueil temporaire – Montlignon et Marly la Ville
- Maison de l'enfant- EAJE – Villeneuve la Garenne
- SESSAD Villeneuve la Garenne
- ITEP Angela Davis Ados – Saint Denis
- SESSAD Angela Davis – Saint Denis
- ITEP Angela Davis Junior – Paris
- Dispositif Hannah Arendt- Montlignon

Ces établissements bénéficient d'une gestion conventionnée relevant de l'article L.312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ; ils sont sous la tutelle de l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France sauf pour la Maison de l'enfant sous tutelle du Conseil Départemental des Hauts de Seine et de la CAF92 et le Dispositif Hannah Arendt cofinancé par la DASES de Paris.

En 2010, un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) a été signé avec l'ARS 95 pour une période de 5 ans couvrant les exercices 2010 à 2014 inclus. Il concerne les établissements suivants : ITEP Montlignon, ITEP Marines, SESSAD et IME. Un avenant a été signé pour un an jusqu'au 31 décembre 2015.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, un nouveau CPOM a été conclu pour une période de 5 ans, il concerne le même périmètre que précédemment.

## Evènements significatifs de l'exercice 2020

- Aménagement d'un bâtiment Rue Jean Cottin Paris 18<sup>e</sup> pour relocaliser l'ITEP de Paris.
- Création d'un FCP auprès du Crédit Mutuel
- Rachat des 2 emprunts de l'établissement de Marines (95)
- Construction d'un bâtiment à Montlignon - URAT
- Achat d'un terrain à Marly La ville (95)
- Gestion de la crise COVID,
- Mise en place de séjours répit à Montlignon (95)

## II .Notes sur le bilan

### Note 1 – Immobilisations incorporelles et corporelles

#### Mise en application de la réglementation des actifs

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations et hors coût d'emprunt).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Les durées d'usage retenues sont les suivantes :

Agencement des terrains	sur 10-15-20-30-50 ans
Constructions	sur 20 à 50 ans
Matériel	5 à 12 ans
Agencements	5 à 30 ans
Informatique et logiciels	3 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Matériel et mobilier de bureau	10 à 15 ans

#### Variations des valeurs brutes

Libellé	Valeur brute début Exercice 2020	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin Exercice 2020
<b>Immobilisations incorporelles :</b>				
Immobilisations incorporelles	146 890	32 280		179 170
<b>TOTAL I</b>	<b>146 890</b>	<b>32 280</b>		<b>179 170</b>
<b>Immobilisations corporelles :</b>				
Terrains	1 525 484			1 525 484
Constructions	11 874 743	50 017	9 401	11 915 359
Install. Tech., mat. Industriel	772 102	26 179		798 281
Autres	15 808 657	202 142	40 339	15 970 460
Immobilisations en cours	12 484 659	1 925 197	85 163	14 324 693
<b>TOTAL II</b>	<b>42 465 645</b>	<b>2 203 535</b>	<b>134 903</b>	<b>44 534 277</b>
<b>Immobilisations financières :</b>				
Titres immobilisés	589 016	4 005 109		4 594 124
Immobilisations financières	197 318	80 224	29 947	247 595
<b>TOTAL III</b>	<b>786 334</b>	<b>4 085 333</b>	<b>29 947</b>	<b>4 841 719</b>
<b>TOTAL GENERAL ( I + II + III )</b>	<b>43 398 869</b>	<b>6 321 148</b>	<b>164 850</b>	<b>49 555 167</b>

38 919 parts sociales sont souscrites auprès du Crédit Coopératif.  
La valeur liquidative est de 593 515 euros au 31 décembre 2020.

Un FCP dédié a été mis en place en 2020 auprès du Crédit Mutuel valorisé à 4 342 294 euros au 31 décembre 2020.

En 2020,

- Achat d'un terrain à Marly La ville (95) pour 338 986 euros
- Construction d'un bâtiment à Montlignon – URAT pour 509 143 euros
- Aménagement d'un bâtiment Rue Jean Cottin Paris 18° pour relocaliser l'ITEP de Paris pour 1 028 135 euros

### **Variation des amortissements**

Immobilisations amortissables	Valeur en début 2020	Augmentations	Diminutions	Valeur en fin 2020
<b>Immobilisations incorporelles :</b>				
Autres immobilisations incorporelles	80 089	30 049		110 139
<b>TOTAL I</b>	<b>80 089</b>	<b>30 049</b>		<b>110 139</b>
<b>Immobilisations corporelles :</b>				
Agencements terrains	399 379	7 198		406 577
Constructions	5 005 563	735 760	290 453	5 450 870
Install. Tech., mat. Industriel	670 562	33 753	531	703 784
Autres	5 063 279	810 720	40 680	5 833 319
<b>TOTAL II</b>	<b>11 138 784</b>	<b>1 587 431</b>	<b>331 664</b>	<b>12 394 550</b>
<b>TOTAL GENERAL ( I + II )</b>	<b>11 218 873</b>	<b>1 617 480</b>	<b>331 664</b>	<b>12 504 689</b>

L'assemblée Générale de la Mutuelle UMEN (ex :MNPLC) du 18 juin 2002, a pris la décision de créer la Mutuelle de la Mayotte et d'opérer le transfert de droits et biens nécessaires dans le cadre de la mise en conformité des Mutuelles au Code de la Mutualité et le transfert des actifs.

En date du 22 juin 2004, l'ensemble immobilier constitué du bâtiment Leymette, du pavillon alsacien(n°3) et du bâtiment Castelet (n°9) a fait d'objet d'un apport partiel d'actifs de la Mutuelle UMEN à la Mutuelle La Mayotte. L'ensemble a été évalué à 1.400.000 €, dont 280.000 € pour le terrain.

Les constructions reçues au titre de cet apport font l'objet d'un amortissement annuel sur une durée de 30 ans.

Depuis 2004, il a été choisi d'amortir le passif correspondant à l'apport fait par la Mutuelle UMEN pour neutraliser l'impact de la dotation aux amortissements sur le compte de résultat. Le montant repris en résultat chaque année est de 37 333 € par an. L'amortissement prendra fin en 2033.

### **Note 2 – Stocks**

Les stocks sont évalués suivant la méthode « premier entré, premier sorti ».

### **Note 3 – Créances**

Les créances sont valorisées pour leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsqu'il apparaît une perte probable.

### **Note 4 – Trésorerie**

La Trésorerie de la Mutuelle est constituée du portefeuille de valeurs mobilières et des soldes des comptes courants bancaires.

**Etat des disponibilités au 31/12/2020**

Banques & Caisses	Totaux au 31/12/ 2020
<b>Banques :</b>	
Banque Postale	32 936
Crédit Coopératif Angela Davis Junior	- 2 164 991
Crédit Coopératif ITEP MONTLIGNON	8 117
Crédit Coopératif Taxe Apprentissage	129 634
Crédit Coopératif SESSAD Montlignon	585 982
Crédit Coopératif SIEGE	2 085 548
Crédit Coopératif SESSAD Villeneuve	1 339 995
Crédit Coopératif IME	2 092 486
Crédit Coopératif ITEP Marines	644 708
Crédit Coopératif MDE Villeneuve	- 779 547
Crédit Coopératif SESSAD Angela Davis Ados	- 26 348
Crédit Coopératif ITEP Angela Davis Ados	- 1 590 146
Crédit Coopératif DHA	- 660 804
Crédit Mutuel Marines	0
Crédit Mutuel Siège	100
<b>Caisses :</b>	
Caisses	1 873
<b>Virement interne :</b>	
Virement interne	6 405

**Etat des valeurs mobilières de placements au 31/12/2020**

Les valeurs mobilières de placements sont évaluées suivant la méthode « premier entré, premier sorti ».

Nature	Nombre	Valeur bilancielle	Valeur liquidative
ECO FI ANNUEL CREDIT COOP	7 165	1 248 133	1 487 848
ECOFI OPTIM 21 CREDIT COOP	192	2 203 992	2 206 940
Livret TRIPLEX CREDIT MUTUEL		5 229	5 229
<b>Total</b>		<b>3 457 354</b>	<b>3 700 017</b>

Le nantissement de compte titres pour garantir les emprunts représente un montant de 2 074 840 euros

## Note 5 – Fonds Propres

### Variation des fonds propres

	31/12/2019	Variation	Affectation du résultat 2019	Reclassement ANC	31/12/2020
<b>FONDS MUTUALISTES :</b>					
Fonds de dotations sans DR	2 579 757	-30 480			2 549 277
<i>dont Fonds propres statutaires</i>	767 518				767 518
<i>dont Fonds propres complémentaires</i>	1 812 240	-30 480			1 781 760
Fonds de dotations avec DR	384 750			-384 750	
Autres fonds associatifs		161 043		384 750	545 793
<b>RESERVES :</b>					
Excédents affectés à l'investissement	1 204 560		295 258	-1 499 818	
Réserves de compensation	574 230		295 258	-869 488	
Réserve de trésorerie	140 304			- 140 304	
Réserve des activités sociales et médico-sociales /S GC		-11 350		2 509 609	2 498 259
<b>REPORT A NOUVEAU :</b>					
Report à nouveau non contrôlée	-596		83 391		82 795
Report à nouveau gestion conventionné	4 508 432		-906 795		3 601 637
<b>Résultat de l'exercice</b>	-232 888	415 561	232 888		415 561
<b>Total</b>	<b>9 158 550</b>	<b>534 774</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9 693 323</b>
<b>Subventions d'investis. non renouvelables</b>	<b>5 351 632</b>	<b>-181 056</b>			<b>5 170 576</b>
<b>Provisions réglementées :</b>					
Réserves de trésorerie					
Amort. dérog. et prov. renouvellement immo.	11 916 110	-166 178			11 749 932
Différence sur réalisation d'éléments d'actif	1 262 469				1 262 469
<b>Total des Fonds Propres</b>	<b>27 688 761</b>	<b>187 540</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>27 876 300</b>

**Les subventions d'investissements** reçues par les établissements sont amorties linéairement au même rythme que les immobilisations subventionnées. Elles sont présentées, au bilan, nettes d'amortissements.

Une subvention d'investissement de 672 000 euros a été perçue en 2018 de la Ville de Paris pour financer l'acquisition de la rue Cottin Paris 18°. Un complément de 288 000 euros a été versé en 2019.

En 2019, le solde du plan d'aide à l'investissement de la CNSA a été versé à hauteur de 595 000 euros pour l'IME de Marly La ville.

**Les provisions réglementées** prennent en compte les dotations spécifiques du secteur médico social destinées à financer de façon non pérenne des investissements dans le cadre de la modernisation des établissements. Elles sont reprises au même rythme que les immobilisations subventionnées.

En 2018, l'ITEP de Paris a reçu 1 500 000 en Crédits Non Reconductibles pour l'aménagement des locaux de la rue Cottin.

### Affectation des résultats :

A compter de l'exercice 2001 le résultat dégagé en n-2 est comptabilisé en compte 115000 – « Résultat sous contrôle des tiers financeurs » et n'est plus repris dans le compte de résultat.

Le compte 115000 fait l'objet d'une ventilation par exercice et par établissement.

A compter de l'année 2010, dans le cadre du CPOM signé pour 5 ans, les excédents de l'ITEP, du SESSAD et de l'IME se sont plus affectés dans les comptes de réserves et seront examinées sur 5 ans pour l'ARS.

En 2016, l'ARS DT 95 a examiné les propositions d'affectations des résultats du CPOM 2010-2015 et a donné son accord pour les affecter en provisions réglementées pour les futurs investissements.

### Réserves :

Au 31 décembre 2020, l'état des réserves est le suivant :

RESERVES	TOTAL	ITEP MONTIGNON	ITEP Paris	IME	ITEP Marines	SESSAD Montlignon	SESSAD Villeneuve
Affectée à l'investissement	1 204 560	120 000		146 662	611 945	325 954	
couverture besoin BFR	224 928	100 000		40 304			
de compensation des déficits	224 051	35 862	84 624	84 200	180 555	56 578	47 412
de compens. de ch. d'amortis.	265 555			20 000		65 000	
TOTAUX	1 919 093	255 862	84 624	291 165	792 500	447 531	47 412

### **Note 6 – Etat des provisions**

Provisions	31/12/2019	Augmentation	Reprises	31/12/2020
Provisions pour risques	353 600		62 530	291 070
Provisions pour charges	157 372	269 368		426 740
Prov. pour renouvellement des immobilisations	11 916 110		166 178	11 749 932
Réserves des plus values nettes d'actif	1 262 469			1 262 469
TOTAUX	13 689 551	269 368	228 708	13 730 213

Les provisions pour renouvellement des immobilisations sont allouées aux établissements dans le cadre des budgets d'investissements et sont reprises, lors de la réalisation des investissements au même titre que les immobilisations financées.

Une provision pour risques de 195 804 euros a été constituée pour le non versement de prix de journée 2017 de l'ITEP de Paris.

Une provision pour charges concernant la non ouverture de places de SESSAD sur Saint Denis en 2020 pour 201 475 euros.



**Note 7 – Etat des Fonds dédiés**

Fonds dédiés	31/12/2019	Dotations	Reprises	31/12/2020
Subvention de fonctionnement	2 762 830	400 951		3 163 781
Surcoût masse salariale	87 371			87 371
Mise en conformité	268 637		3 868	264 769
<b>TOTAUX</b>	<b>3 118 838</b>	<b>400 951</b>	<b>3 868</b>	<b>3 515 920</b>

Peut être qualifié de fonds dédié, selon les dispositions de l'article 132-1 du règlement ANC 2018-06, l'autorité de tarification doit avoir expressément dédié ce financement à un projet défini.

Figure en fonds dédiés la partie de ces contributions qui n'a pu être utilisée en totalité à la clôture d'un exercice.

**Note 8 – Résultats des établissements sous contrôle de tiers financeurs, en gestion propre et du siège**

	Au bilan 31/12/2019	Au bilan 31/12/2020
ITEP Montlignon	13 480	419 197
ITEP Marines	159 276	220 490
SESSAD ITEP	313 075	408 003
IME et AT	104 685	450 309
SESSAD Villeneuve	-17 721	180 813
ITEP ADA Saint Denis	0	- 266 574
ITEP ADJ Paris	- 397 862	- 378 819
SESSAD ADA Saint Denis	- 271 455	- 333 550
Dispositif Hannah Arendt	- 219 757	-338 008
<b>Total Tiers Financeurs</b>	<b>- 316 278</b>	<b>361 861</b>
MDE Villeneuve	28 417	14 712
Vie Mutualiste	54 974	38 988
<b>Total Gestion Propre</b>	<b>83 391</b>	<b>53 700</b>
<b>TOTAL</b>	<b>- 232 887</b>	<b>415 561</b>

**Note 9 – Tableau des créances et des dettes**

CREANCES	TOTAL 2020	- 1 AN	+ 1 AN
<b>CREANCES</b>			
<b>Actif immobilisé</b>			
Dépôts et cautionnements	130 902	13 662	117 240
<b>Actif circulant</b>			
Stocks			
Avances et acomptes	42 599	42 599	
Organismes et usagers	307 966	20 448	287 518
Personnel et comptes rattachés	4 255	4 255	
Etat impôts et taxes	10 358	10 358	
Produits à recevoir	750 010	750 010	
Débiteurs divers	23 364	23 364	
<b>Comptes de régularisation</b>			
Charges constatées d'avance	125 014	10 103	114 911
<b>TOTAUX</b>	<b>1 394 468</b>	<b>874 799</b>	<b>519 669</b>

DETTES	TOTAL 2020	- 1 AN	+ 1 AN - 5 ANS	+ 5 ANS
<b>DETTES</b>				
Empr. Dettes	8 549 820	428 849	1 749 801	6 371 170
Emprunts et dettes financières diverses	4 850		4 850	
<b>Autres dettes</b>				
Redevables créditeurs	345 696	345 696		
Fournisseurs	725 580	725 580		
Dettes fiscales et sociales	1 731 346	1 731 346		
Autres dettes	7 019	5 889		
Produits constatés d'avance	3 003	3 003		
<b>TOTAUX</b>	<b>11 367 314</b>			

3 emprunts en cours auprès du Crédit Coopératif :

600.000 euros souscrit le 11/08/2010 pour 25 ans à 3.70 % pour la rénovation de l'ITEP de Montlignon.  
1.900.000 euros souscrit le 18/09/2018 pour 20 ans à 1.60% pour la rénovation du dispositif Arendt à Montlignon.  
7.000.000 euros souscrit le 19/11/2018 pour 20 ans à 1.60% pour l'acquisition d'un bâtiment à Paris 18<sup>e</sup>.

### **Note 11 – Charges à payer et Produits à recevoir**

Libellé	TOTAL 2020
<b>Charges à Payer</b>	
Charges à payer Personnel	
Charges à payer Organismes Sociaux	170
Diverses charges exploitation	
Fournisseurs- Factures non parvenues	96 464
Intérêts courus sur emprunt	
<b>TOTAUX</b>	<b>96 634</b>
<b>Produits à recevoir</b>	
Fournisseurs- Avoirs non parvenus	3 648
Divers produits exploitation	750 010
Taxe apprentissage	10 000
<b>TOTAUX</b>	<b>763 658</b>
<b>Charges constatées d'avance</b>	
Exploitation	125 014
Taxe d'apprentissage	
<b>TOTAUX</b>	<b>125 014</b>
<b>Produits constatés d'avance</b>	
Exploitation	- 5 828
Taxe d'apprentissage	2 825
<b>TOTAUX</b>	<b>3 003</b>

### **Note 12 – Indemnités de fin de carrière :**

Un contrat de gestion des indemnités de fin de carrière a été conclu en 2016 avec PRO BTP. La valorisation de l'épargne s'élève à 750 499 euros au 31 décembre 2020.

Le montant des engagements retraite est estimé à 845 585 euros au 31 décembre 2020 sur les bases suivantes : taux d'évolution des salaires de 1.5% par an, taux d'actualisation de 1.05% et taux de turn-over de 3% pour les non cadres et de 1% pour les cadres.

### **Note 13 – Contribution volontaire**

Les locaux de 260 m2 de la MDE EAJE et du SESSAD à Villeneuve La Garenne sont mis à disposition gratuitement par le Conseil départemental des Hauts de Seine. Le cout estimé de la mise à disposition est de 59 800 euros par an sur la base du cout moyen du m2 par an de 230 euros.

L'Education Nationale met à disposition 28 enseignants dans le cadre des unités d'enseignements dans les établissements Sociaux et médico sociaux (Arrêté du 9 avril 2009).

Le cout moyen chargé est de 42 580 euros par enseignant soit 1 192 240 euros.

#### **Note 14 – Effectifs**

La Mutuelle la Mayotte a 332 salariés en CDI au 31 décembre 2020 soit 291 ETP.

Un accord d'entreprise du 13 décembre 2018 met en place un plan d'épargne salariale (PEE) auprès de Natixis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Les sommes placées par les salariés ne sont pas soumises à abondement.

Les charges liées à ce contrat sont prises en charge par la mutuelle.

Conformément à la loi 2006-586 du 23/05/2006 Article 20, la rémunération brute cumulée 2020 des 3 plus hauts salaires des cadres de direction de la mutuelle est de 274 326 euros.